

des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture reconnaît que la prétendue zone de libre-échange est absolument insuffisante pour traiter du problème de l'écoulement des denrées agricoles.

Cinquièrement, le Gouvernement canadien devrait énergiquement favoriser l'institution d'une banque mondiale d'alimentation et un programme très large d'aide économique tel que je l'ai déjà mentionné: le fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et les autres fonds tels que le Plan de Colombo.

Je dirai tout de suite que je suis sûr que la population canadienne sera extrêmement déçue de la manière sommaire dont le Gouvernement a écarté les propositions du Royaume-Uni relatives au commerce. C'est d'autant plus décevant que les déclarations du premier ministre avaient fait croire au public que le nouveau Gouvernement était disposé à revoir les questions du commerce national. Le premier ministre a annoncé, la Chambre se le rappellera, l'intention du Gouvernement de détourner des États-Unis vers le Royaume-Uni 15 p. 100 du commerce du Canada. Cependant, quand le Royaume-Uni s'est emparé de cette idée et a présenté une proposition soigneusement préparée qui aurait pu faire réaliser quelque progrès dans ce sens, le Gouvernement a adopté une attitude des plus négatives. Quoique, selon les rapports, la proposition britannique touchant le libre-échange ait été transmise au Gouvernement du Canada depuis le 10 septembre, il semble bien que le Gouvernement n'en ait pas fait une étude sérieuse. On s'inquiète de plus en plus de ce que le Gouvernement n'ait généralement pris de décision positive sur les programmes économiques et commerciaux, attitude qui ressort si clairement de l'attitude des conservateurs devant la proposition du Royaume-Uni.

Le Gouvernement du Canada ne s'est même pas engagé publiquement à étudier sérieusement la proposition du Royaume-Uni mais s'est contenté, du moins pour le moment, de proposer deux ou trois mesures qui, bonnes en elles-mêmes, ne peuvent guère exercer le moindre effet sur la balance du commerce. Qu'on me permette de signaler ces trois mesures.

En premier lieu viennent les efforts qu'on va tenter pour placer des commandes au Royaume-Uni plutôt qu'aux États-Unis. Voilà un objectif dont nous réclavons l'adoption à la Chambre depuis dix ans, notamment en ce qui concerne les commandes du secteur militaire, tant ici qu'outre-mer.

Ensuite vient la promesse faite par le gouvernement canadien d'envisager une augmentation de l'exemption de \$100, au titre

[M. Coldwell.]

de la douane, aux touristes Canadiens rentrant d'outre-mer. C'est un objectif utile, mais c'est bien peu de chose. Même si on portait à \$500 le chiffre de cette exemption, cela ne saurait guère augmenter notre commerce avec le Royaume-Uni ou avec d'autres pays outre-mer.

En troisième lieu vient la promesse de faire visiter le Royaume-Uni par une mission commerciale composée de hautes personnalités d'ici la fin de l'année, afin d'augmenter les achats au Royaume-Uni des marchandises que nous importons actuellement d'ailleurs, c'est-à-dire de stimuler les achats non seulement du Royaume-Uni mais d'autres pays du Commonwealth.

Or il s'agit là simplement de ravaudages des programmes actuels. Tout cela ne suffit pas. Cela revient à poursuivre la politique commerciale des libéraux qui, à mon avis, ne devrait plus mériter l'appui de la Chambre. Il faut tout de même trouver autre chose. Il faut considérer les propositions britanniques avec le soin et la sympathie qu'elles méritent. Le monde se rétrécit de plus en plus. Le temps n'est plus où les nations pouvaient s'attendre de vivre dans la prospérité derrière les barrières tarifaires qu'elles avaient élevées contre le reste du monde.

Le parti cécéfiste a toujours cru que les droits douaniers sont un moyen démodé, archaïque et inefficace d'édifier l'économie canadienne. Ainsi, jamais les droits douaniers canadiens n'ont été plus élevés qu'entre 1930 et 1940 et je doute qu'il y ait une seule autre période de notre histoire où consommateurs et producteurs ont été en butte à autant de difficultés qu'ils l'ont été, au Canada, derrière ces barrières tarifaires, au cours de ces années.

La politique tarifaire du Canada a imposé un fardeau au consommateur, en particulier à celui de certaines régions du pays; il a été maintes et maintes fois prouvé que les droits douaniers ne peuvent protéger les emplois des ouvriers canadiens. Pour ce qui est des inconvénients régionaux, ceux d'entre nous qui ont vécu dans l'Ouest aussi longtemps que moi, c'est-à-dire près d'une cinquantaine d'années, peuvent se reporter vers le passé et producteurs aient été en butte à autant de difficultés qu'ils l'ont été, au Canada, derrière ces barrières tarifaires, au cours de ces années.